

régime turc à Chypre et par la suite obtienne aussi le consentement du nouveau gouvernement cypriot. Dans ces circonstances, l'antipathie des Cypriotes grecs envers l'armée d'occupation turque s'est accrue et les Cypriotes turcs qui n'étaient pas sous la protection de l'armée turque craignaient pour leur vie. Le gouvernement turc a d'abord prétendu avoir envoyé son armée pour protéger la vie des Cypriotes turcs; après la mi-août, la nécessité de cette protection est presque devenue impérieuse. La Turquie, par l'étendue et la durée de son intervention militaire, s'est assurée que la justification qu'elle avait énoncée devienne une prophétie qui se réalise d'elle-même.

L'intervention turque avait amené au pouvoir un gouvernement grec qui comprenait quelques-uns des personnages clés de la période des quinze années antérieures, lorsque les traités qui restreignaient la juridiction du gouvernement cypriot avaient été rédigés. Celui qui était premier ministre au moment des accords de Zurich et de Londres, Caramanlis, a été rappelé de la retraite et de l'exil pour assumer le pouvoir. On a demandé au ministre des Affaires étrangères de l'époque, Averoff-Tositsas, d'accepter le ministère de la Défense, poste critique dans un pays qui se libérait nerveusement et d'une façon incertaine de sept années de régime militaire direct. Ces hommes avaient prouvé sans contredit quinze ans auparavant jusqu'à quel point ils donnaient une place prioritaire aux bonnes relations avec la Turquie; leur politique antérieure avait réduit la question de Chypre à un rapprochement avec la Turquie. Ils avaient cru en cette politique et les Turcs leur avaient fait confiance.

Leur ministre des Affaires extérieures, George Mavros, était l'un des chefs du parti de l'Union du centre qui était dans l'opposition sous le régime de Caramanlis. Il s'était moins engagé relativement au règlement de la question cypriot de 1960 et était plus lié au gouvernement de Makarios mais c'était un homme intègre qui avait été emprisonné cinq fois par la junte. Le 16 juillet, on a rapporté publiquement qu'il laissait entendre que quiconque avait conçu le coup à Chypre souffrait de paranoïa et de maladie mentale. Il avait lui aussi mérité le respect de la Turquie. Cependant, après l'élargissement des frontières sous la domination turque en août, Mavros a jugé qu'il lui était impossible de retourner à Genève pour une autre séance de discussions gréco-turques sur l'avenir de Chypre. La Grèce ne pouvait reconnaître la légitimité du nouveau statu quo à Chypre et elle ne pouvait conseiller au

gouvernement cypriot de faire ce qu'elle ne pouvait accepter elle-même.

### La réaction face à l'adversité

A la lumière de l'avance turque à Chypre, l'abandon par la Grèce de ses obligations militaires envers l'OTAN était la réaction la plus modérée possible devant une situation qui humiliait le pays et ce que l'on percevait comme trahison ou indifférence de la part des alliés. Compte tenu des circonstances d'août 1974, les forces grecques ne pouvaient certes pas demeurer intégrées aux forces turques au sein du Commandement méditerranéen de l'est de l'OTAN à Izmir. La Grèce et la Turquie n'échangeaient plus leurs plans militaires, bien que chacune des parties continuait à être au courant dans l'ensemble du déploiement des forces de l'autre. La Grèce a retardé sa décision de fermer les bases américaines établies en vertu de traités bilatéraux; elle n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec les États-Unis; elle ne s'est pas retirée de l'organisation politique de l'OTAN. Après onze ans d'exil à Paris, Caramanlis imita plutôt le général de Gaulle et restreignit l'intégration de la Grèce au sein de l'OTAN.

La réaction du nouveau gouvernement grec en face de l'humiliation du pays n'était pas sans ressembler au réflexe du nouveau gouvernement pakistanais dans des circonstances semblables, deux ans et demi auparavant. Lorsque, après décembre 1971, à la suite d'une grave erreur de jugement de la part de son prédécesseur, la présidence lui fut présentée sur un plateau, Bhutto réfléchit à la mesure qui aurait l'incidence la plus favorable au Pakistan tout en sacrifiant le moins possible les intérêts du pays. Dans le cas de Bhutto, le retrait du Pakistan du Commonwealth pouvait être utilisé sans causer d'effets nocifs aux relations bilatérales du pays. Dans le cas de Caramanlis, le retrait militaire de l'OTAN entraînait la perte évidente, pour l'OTAN, de l'apport militaire grec déjà presque suspendu, mais non, du moins au début, la perte des installations grecques plus importantes qu'utilisent les Américains, ni la rupture des relations politiques de la Grèce avec les États-Unis, l'OTAN et la Communauté européenne. Le gouvernement de Caramanlis de la période antérieure aux élections n'était pas représentatif de la gauche grecque; toute mesure moins forte aurait, à la longue, miné sérieusement son droit de parler au nom de tout le peuple de Grèce.

Pour Glafcos Clerides, président provisoire de Chypre après la chute de Sampson, la responsabilité qui lui incombait de s'occuper des forces d'occupation consti-